

FECRIS 2014

Conférence européenne – 20ème anniversaire de la FECRIS

Lundi 24 mars 2014 - Bruxelles, Belgique

Sectes et faux débats sur les droits de l'homme

David Clark,

représentant de la FECRIS auprès des Nations Unis à New York

Un historique des défenseurs des sectes et de leurs alliés qui protègent ces groupes, et délaissent la dignité humaine des véritables victimes.

Permettez-moi de remercier les organisateurs de cette conférence, spéciale car c'est le vingtième anniversaire de la FECRIS, de m'avoir invité à prendre la parole devant vous sur ce thème que tant de personnes ont besoin de comprendre d'une manière pertinente pour aider ceux qui ont souffert de négligences et de graves mécompréhensions. Merci d'être ici aujourd'hui. J'apprécie votre travail et votre intérêt pour ce sujet qui touche tant de personnes affectées par les organisations sectaires et leurs acolytes, afin d'empêcher les abus et les dommages causés lorsqu'on défend l'indéfendable.

Mon propre parcours dans le monde des sectes a débuté en 1972. Je ne cherchais nullement à devenir membre d'une secte, mais je le suis néanmoins devenu. J'étais alors loin de me douter que cette expérience allait changer ma vie et m'exposer directement aux sectes de partout dans le monde pendant 40 ans... Et pourtant j'ai quitté ma propre secte en 1974 à cause du suicide d'un ami proche qui faisait partie du groupe et nous avait introduit dans cette nouvelle organisation. J'ai découvert d'autres nouveaux groupes sectaires orientés vers la jeunesse par leurs efforts pour recruter mes amis et connaissances sur les campus universitaires. Même si ces sectes avaient des doctrines très différentes les unes des autres, leurs caractéristiques de groupe étaient étrangement semblables à celles de la secte dont j'avais été membre pendant environ deux ans. Je n'ai pas cherché dans les buissons pour trouver des ennuis, mais j'ai croisé des modes de comportement qui ont attiré mon attention sur un processus mental et psychologique préjudiciable à l'individu. Pour être conforme, il fallait servilement abandonner l'autonomie et la pensée critique au bon vouloir du groupe ; ne pas s'y conformer déclenchait des punitions pénalisantes, d'autres choix et d'autres opinions n'étaient pas perçus comme légitimes. Cet environnement sectaire isolait les membres du monde extérieur qu'il soit physique ou mental, et

préparait la nouvelle recrue au processus d'endoctrinement, qui finissait par instaurer des rapports binaires "nous contre eux", en coupant l'individu de ses relations de toute une vie.

C'est mon contact avec des amis et des familles qui m'a mené vers d'autres sectes près d'où je vivais, dans le corridor nord-est des Etats Unis d'Amérique. D'autres familles de la région étaient à la recherche de ceux qu'ils aimaient et qui se trouvaient dans ces nouvelles sectes, et on savait que je débattais contre certains chefs de sectes ; il fallait localiser des personnes qui avaient disparu, et leurs parents me demandaient si je les avais vues.

Une famille de la région de la Pennsylvanie cherchait leur fille disparue, et je fus invité en tant qu'ancien adepte à assister au rassemblement du sénateur américain Robert Dole sur le phénomène des nouvelles sectes aux Etats Unis, rassemblement appelé "Jour d'affirmation et de protestation", qui s'est tenu le 18 Février 1976 dans le bâtiment Russel du Sénat des Etats Unis. J'ai partagé mon témoignage le 17 Février lors de ces deux journées de rassemblement. Le Sénateur Dole répondait aux 14 000 pétitionnaires qui demandaient une enquête sur les groupes sectaires nuisibles. C'était mon premier exposé devant des experts qui étaient tantôt pour, tantôt contre les organisations sectaires, dans une perspective interdisciplinaire qui réunissait des médecins, des experts juridiques, des membres de professions de santé et des membres du clergé. Ce qui m'a vraiment impressionné était la similitude thématique venant des familles et des anciens membres de sectes venus de tout le pays portant sur les dommages, les tromperies, les contrôles autoritaires et les abus que tous ces groupes avaient en commun.

En écoutant les experts professionnels qui témoignaient des dégâts causés par les sectes, j'ai commencé à réaliser que le pouvoir réel de contrôle psychique par les sectes pouvait être exprimé en termes clairs. Les sectes ont également témoigné, par leurs représentants et partisans professionnels, mais j'ai pris note d'une différence majeure : le choix des thèmes abordés par les sectes et par ceux qui témoignaient en leurs faveurs ne reflétait pas la réalité de la vie de tous les jours de la plupart des adeptes que j'avais pu observer dans les coulisses de la vie sectaire. Les groupes sectaires focalisaient sur la question des libertés religieuses et civiques dont la protection est garantie par le Premier Amendement de la Constitution des Etats Unis, un sujet qui ne nous posait aucun problème. Le problème était les abus et les préjudices, et il fallait trouver des outils d'investigation et des preuves formelles pour

permettre aux autorités responsables d'aider les familles meurtries qui en avaient besoin.

Au fil du temps, j'ai forgé des liens avec des familles affectées par des sectes et avec d'anciens membres, par l'intermédiaire de nouvelles associations issues des "Citoyens engagés pour réunir les familles" et du Comité ad-hoc créés à Washington DC en février 1976. J'ai été présenté au Docteur Margaret Singer venue faire une allocution à l'Université John Hopkins au Maryland après le rassemblement de Sénateur Dole. Un autre expert de référence en matière de sectes, le Docteur Walter Martin, un érudit de classe internationale, auteur du livre "*Kingdom of the Cults*" (Le royaume des sectes), m'a aidé à comprendre le problème du lavage de cerveau dans les sectes. Dans sa série d'enregistrement à propos de "The Way International", Martin disait qu'on ne peut pas se débarrasser d'un terme valable sous prétexte que certains l'emploient de travers, et que, pour sa part, il continuerait à parler de lavage de cerveau. J'ai aussi pris connaissance du travail juridique de Richard Delgado, professeur en droit, et de sa publication dans le *California Law Review* intitulé "*Religious Totalism: Gentle and Ungentle Persuasion Under the First Amendment*" ("Totalitarisme religieux: persuasion en douceur et par la contrainte sous le Premier Amendement") qui est devenu un outil fondamental employé maintes fois dans des affaires de justice où les débats portaient sur la persuasion coercitive.

Lors des procès, nombre de sectes se sont bornées à attaquer uniquement sur cette position juridique et ont embauché des défenseurs professionnels spécialisés dans la protection des libertés civiles et religieuses. Elles ont eu recours à des universitaires spécialisés en étude des religions et en sociologie qui avaient, dans bien des cas des liens avec certaines organisations.

Pendant mes décennies d'observation j'ai découvert que les sectes avaient créé des réseaux de professionnels à leur solde, dont certains devenaient par la suite de hauts responsables d'organisations influentes, particulièrement en sciences sociales et dans des associations orientées vers la religion. Sous une bannière académique d'objectivité et d'impartialité ou même d'études scientifiques, nous avons rencontré des plaidoyers partisans souvent liés à des groupes idéologiques, si bien qu'on peut sérieusement soulever la question du conflit d'intérêt.

Bon nombre de ces experts rémunérés essaient avec agressivité d'empêcher que soient produits des témoignages factuels valables qui prouvent les dommages et les abus préjudiciables au psychisme et à la vie des victimes de sectes.

Je suis aussi allé à Washington DC assister à l'audition conjointe du Sénateur Dole et du Congrès au sujet de Jonestown après la tragédie de la secte de Jim Jones. Des adeptes de sectes se sont massés autour du bâtiment Russel du Congrès avant le lever du jour pour empêcher les anciens adeptes et les familles affectées d'accéder à la chambre d'audition. Des adeptes ont occupé la chambre d'audition et sont intervenus bruyamment pour contrer les témoignages. Notre gouvernement se devait de répondre au problème des droits de l'homme des citoyens américains morts inutilement à Jonestown, par suicide induit ou par meurtre coercitif. Le membre du Congrès de Californie Leo J. Ryan, qui y fut assassiné, effectuait une mission au Guyana pour recueillir des faits sur le Temple du Peuple : un millier de ses électeurs lui avaient demandé de l'aide pour leurs proches, pour lesquels ils s'inquiétaient sérieusement compte tenu de la grande dangerosité de cette organisation. Un expert renommé en nouveaux mouvements religieux affirmait que Jim Jones et le Temple du Peuple n'était pas du tout une secte, mais une église chrétienne traditionnelle.

Au fil du temps, de plus en plus d'universitaires dans le domaine des "nouveaux mouvements religieux" apparaissent sur la scène, et le sujet des droits fondamentaux de l'homme est de plus en plus maltraité et délaissé dans le monde au nom de la liberté religieuse et de la protection de la constitution.

Lors de l'audition devant le Comité du Sénat du Vermont et la Commission conjointe du Congrès des Etats Unis, le Dr John Clark, Jr., Docteur en médecine et Maître assistant en psychiatrie à Harvard Medical School, nous a aidé à poser devant le corps législatif la base de travail sur "les risques extrêmes pour la santé" des membres des sectes qui mettaient leurs citoyens en danger. Il attestait que la persuasion coercitive et les techniques de réforme de la pensée pratiquées sur des sujets mal informés menaient à des "conséquences désastreuses en matière de santé". Les droits de l'homme des membres de sectes était un problème primordial, et il fallait faire l'inventaire des procédures juridiques qui pouvaient être appliquées. Le Dr Clark déclarait: "Les sectes destructives sont nombreuses, parmi lesquelles certaines très connues telles que Hare Krishna, l'Eglise de l'Unification, la

Scientologie et la Mission de la Lumière Divine, qui toutes utilisent les mêmes techniques de base". Ces organisations se sont opposées à l'utilisation du mot "secte" comme étant péjoratif et désobligeant ; elles avaient des professionnels du domaine juridique, universitaire ou religieux qui défendait l'idée que cette terminologie était préjudiciable. Hare Krishna distribuait de la littérature publiée par des professionnels avec le titre "*Don't Lump Us In*" (Ne nous mettez pas dans le même sac) en parlant de l'étiquette secte/culte. C'est étrangement ironique lorsqu'on voit la terminologie choisie par les universitaires des "nouveaux mouvements religieux", et même par les publications de nouvelles sectes : ils appellent les anciens membres des "apostats", mot généralement employé par les organisations religieuses orthodoxes traditionnelles. D'autres termes qu'ils employaient pour définir des témoignages de première main étaient "des fables horribles" et autres appellations qui tendaient à discréditer des informations précieuses, susceptibles de mettre à jour des détails cachés que les sectes protègent du regard extérieur.

Au début des années 1980 j'ai eu l'occasion de témoigner lors de la Conférence sur les Familles de la Maison Blanche à Washington DC, en face de Coretta Scott King, la veuve du défunt Dr. Martin Luther King, au sujet de l'impact désastreux des sectes sur les familles américaines. C'était à l'époque où la Méditation Transcendantale, Hare Krishna et Charles Manson apparaissaient dans le Washington Post, le journal de notre capitale, à propos de la controverse sur les sectes. Coretta Scott King m'a appris qu'elle s'était intéressée à la M.T. en raison du procès de la Cour Fédérale contre la M.T. pour avoir frauduleusement prétendu qu'elle n'était qu'une technique de relaxation sans nature religieuse. J'ai informé Coretta que la Cour Fédérale avait jugé que la MT était en effet une organisation religieuse et de ce fait ne pouvait pas recevoir l'argent du contribuable.

Ce cas m'a appris que lorsque nous obtenons une décision juridique favorable, nous devons la partager avec les autorités appropriées pour qu'elles puissent la prendre en compte. J'ai constaté maintes et maintes fois pendant mes décennies de par le monde qu'une réussite juridique peut bénéficier à la défense future des droits de l'homme des victimes de sectes et leurs familles.

En passant des années 1980 aux années 1990, les avocats des sectes et les sympathisants universitaires des "nouveaux mouvements religieux" ont de

plus en plus mis le poids sur le libre exercice de la religion selon les clauses du Premier Amendement de la Constitution Américaine.

Cette approche fournit une immunité juridique générale de "responsabilité délictuelle" pour des délits basés sur des croyances religieuses.

Les études religieuses et les publications sociologiques d'universitaires qui ont de la sympathie pour les "nouveaux mouvements religieux" donnent énormément d'importance à cette information juridique à l'objectivité prétendument scientifique.

Nous, dans la communauté contre les sectes, avons répondu en retournant l'argument juridique avec des jugements où des cours ont affirmé que "tandis que la croyance religieuse est totalement protégée, ce n'est pas le cas pour le comportement motivé par la religion". C'est là que se trouve notre grande discordance concernant les droits de l'homme avec les sectes/cultes et leurs défenseurs couramment appelés "apologistes des sectes", un terme qu'ils trouvent désobligeant. Laissons les faits parler d'eux-mêmes, et Robert J. Lifton, professeur à Harvard et spécialiste du lavage de cerveau, auteur de *"Thought Reform and the Psychology of Totalism"* (Le réforme de la pensée et la psychologie du totalitarisme), qui recommande de revenir au sens originel des mots. Nous ne devons pas rejeter une terminologie descriptive, en particulier lorsqu'elle est pertinente.

Nous devons examiner une partie de l'historique judiciaire sur les droits de l'homme en abordant "la persuasion coercitive", "les technique de réforme de la pensée" et "le lavage de cerveau" et leurs effets nocifs, destructeurs et d'abus, dont des suicides et des morts, qui sont bien documentés concernant les organisations sectaires destructives. La famille Manson, Patty Hearst et la SLA, Jonestown, Heaven's Gate, WACO, Aum Shinrikyo, l'Ordre du Temple Solaire et autres démontrent que les droits de l'homme des membres de sectes étaient véritablement violés, avec la mort violente comme résultat. La communauté juridique est devenue un véritable champ de bataille sur la protection des victimes de dommages qui auraient fort bien pu être évités, mais malheureusement cette bataille n'est pas toujours menée de manière honorable.

Examinons quelques exemples juridiques et universitaires de ces luttes et de ces faux débats. Lorsqu'on a essayé de prouver juridiquement des dommages devant la justice, nombre de procès ont été perdus parce que la défense a réussi à faire valoir qu'il fallait protéger les clauses du Premier Amendement sur la liberté de pratique religieuse. Le faux débat prend sa source dans des

informations inexactes transformées en tradition juridique, et certaines affaires font apparaître ces insuffisances. Lorsqu'on lit les publications des sectes et de leurs partisans universitaires et juridiques, on s'imagine que la déprogrammation a toujours été illégale. Richard Delgado, Professeur de Droit, écrivait: "certaines cours de justice ont permis des mises sous tutelle ou donné leur aval à des actions illégales contre des sectes car elles les considéraient comme des actions appropriées pour protéger les enfants". A propos de la déprogrammation dans le cas du "*Way International*", "le comportement motivé par la religion peut être restreint lorsque c'est véritablement dans l'intérêt public". Cela a été appliqué aux méthodes de recrutement de l'organisation en question pour faire une distinction entre les croyances et les procédés utilisés.

Nous avons un autre exemple juridique avec le cas Alexander contre l'Eglise d'Unification¹ d'Amérique. Wendy Helander, membre de l'Eglise de l'Unification, fit un procès à ses parents. Le « procès de Miss Helander » n'en avait que le nom, car l'Eglise de l'Unification payait tous les frais de justice et serait rentrée en possession de tout dédommagement financier que la cour aurait pu allouer à Wendy Helander. Ici comme dans d'autres cas juridiques on trouve une politique générale visant à détruire les soi-disant déprogrammeurs et autres qui avaient le courage de s'opposer aux visées de l'Eglise de l'Unification. La cour a retenu que "le fait que des procès contre des déprogrammeurs puissent être couronnés de succès n'a rien à voir avec leur argument que les défendeurs (l'Eglise d'Unification) sont responsables de procédure abusive". D'autres sectes ont usé des mêmes méthodes de financement. La Cour Suprême du Minnesota a accordé aux parents l'autorisation de retirer leurs enfants par la force, selon le *Acron Law Review*-Volume 15:1.

Tandis que les décennies passaient, de la fin du vingtième siècle aux débuts du vingt-et-unième, les cours de justice ainsi que la recherche scientifique et universitaire ont tenu à donner plus de responsabilité aux actes, tout en protégeant les croyances religieuses dans le processus. La recherche produite par le regretté Dr Paul Martin, docteur en philosophie et fondateur de Wellspring dans l'Ohio, est un bon exemple de ces efforts. Ceux qui soutiennent les "nouveaux mouvements religieux" ont activement introduit des informations sur des prétendues persécutions de croyances et de religions minoritaires ; vérifier les faits derrière ces allégations peut devenir

1

N.D.T.: Unification Church of America, fondée par le Rev. Sun Myung Moon

une tâche décourageante. Le faux débat continue, et on trouve des informations suspectes quand on décortique leur histoire à l'origine.

Le mouvement anti-sectes a été un des principaux outils de cette prétendue persécution des minorités, pour avoir soutenu que les concepts de lavage de cerveau, de persuasion coercitive et de contrôle de la pensée ont des fondements réels et sont employés par les sectes, ce que les partisans des sectes nient systématiquement. Benjamin Zablocki, docteur en philosophie, professeur de sociologie à l'Université Rutgers est l'auteur du livre *"The Blacklisting of a concept: The strange history of the brainwashing conjecture in the sociology of religion"* [octobre 1997] ("La mise à l'index d'un concept : L'étrange histoire de la conjecture du lavage de cerveau dans la sociologie des religions"). (Il y écrit) "Justifier une accusation de mise à l'index présuppose l'existence, à l'intérieur d'une discipline, d'une forme de collusion et d'une structure de pouvoirs établis pour diffamer, ridiculiser et ignorer la théorie, et marginaliser ceux qui y adhèrent. Je désire démontrer que cela a été le cas..." Le faux débat continue donc, en particulier lorsqu'on prend sérieusement en considération les droits fondamentaux des victimes.

La mise en garde précoce d'Irving Louis Horowitz sur le financement considérable des NMR (nouveau mouvements religieux) est pertinente dans ce contexte... En ce qui concerne les finances, le secret qui entoure le financement de la recherche sur les NMR constitue un obstacle majeur pour pouvoir progresser dans la bonne direction. La sociologie des religions ne peut plus se dérober devant une question éthique désagréable, à savoir comment expliquer que de grosses sommes d'argent sont injectées dans leur domaine par les groupes religieux sur lesquels portent leurs études...

Le chercheur éclairé Stephen Kent est professeur au département de sociologie à l'Université d'Alberta, Canada, et titulaire d'un doctorat en études religieuses. Il a écrit "*When Scholars Know Sin Alternative Religions and Their Academic Supporters*"². Cette évaluation critique dénonce des "Groupes frontaux informels". Lors d'une descente dans les bureaux de la Scientologie à Washington DC, le FBI ou Bureau Fédéral d'Investigation a saisi des documents du Guardian's Office, dont un memento intitulé "*Secret PR front groups*" (Groupes frontaux secrets de Relations publiques). Le premier nom sur la liste en 1977 était APRIL, "*Alliance for the Preservation*

2

"Lorsque des érudits ont connaissance de nouvelles religions qui pèchent et d'universitaires qui les soutiennent" .

of Religious Liberties” (Alliance pour la préservation des libertés religieuses). Venait ensuite *Friends of Freedom* (Amis de la liberté) qui fut créé après mon exit counselling d'un membre de "*The Bible Speaks*" ("La Bible parle"), lequel a gagné un procès devant la Cour Suprême des Etats Unis, qui a condamné cette organisation à payer plus de six millions de dollars, ce qui a provoqué sa faillite. Ce résultat judiciaire a mis en évidence que le groupe faisait preuve d'une duplicité mensongère et causait des dommages sous forme de diminution des capacités mentales. Il y a eu deux autres victoires d'anciens adeptes devant la Cour Suprême des Etats Unis, où le Dr Margaret Singer était le témoin expert concernant les dommages causés par la manipulation mentale des sectes, et dans les deux cas les sectes échouèrent dans leur tentative pour faire exclure son témoignage en le récusant pour des motifs de liberté civique ou religieuse.

The Maryland Task Force on Cults (Détachement spécial sur les sectes du Maryland), qui est un organe gouvernemental, a légalement remporté des procès engagés par des organisations sectaires qui déposaient des motions contre la *Task force* plaidant sans succès la liberté religieuse. Les lignes directrices contre le recrutement par tromperie, les dommages et les abus commis envers les étudiants d'université l'ont emporté.

L'expert juridique David Bardin Esq., est associé LLP au cabinet juridique Ardent Fox. Le CSJ³ a publié (de lui) : "*Psychological Coercion and Human Rights: Mind Control ("Brainwashing") Exists* »⁴. Le contrôle de la pensée existe. Malgré cela, des universitaire mal renseignés comme le professeur Nancy T. Ammerman tentent encore de prétendre le contraire. Dans un rapport pour le Département de la Justice et le Trésor... le Dr. Ammerman disait que les adeptes "ont besoin de" et "recherchent" ce que Koresh (de WACO, Texas) leur offre, et que " le lavage de cerveau par les sectes" est un concept "totalement discrédité".

Brennan et Marshall de la Cour Suprême de Justice des Etats Unis ont décrit le contrôle de la pensée (la coercition psychique) en 1988 en expliquant comme "une question factuelle" pourquoi l'utilisation de menace de coercition physique ou juridique" ne sont pas les seules méthodes qui permettent d'instaurer un état de servitude involontaire. Dans les cours de

3

CSJ = Cultic Studies Journal de l'ICSA

4

N.D.T. Coercition psychique et droits de l'homme : le contrôle de la pensée ("lavage de cerveau") existe".

justice, les faux débats font seulement du tort aux victimes des sectes, qui ont besoin d'aide et non pas de mystifications.

Pour terminer, j'attire votre attention sur les Nations Unis et le travail de la FECRIS sur la publication d'une déclaration annuelle en six langues de l'ONU, publication que nous présentons depuis 2011 et y compris en 2014 pour défendre les droits de l'homme et la dignité des victimes des sectes. Je vous remercie pour votre indulgence, et pour votre permission de vous représenter à New York.

Viva la FECRIS.,
David Clark.